Lâ??enquÃªte prÃ©liminaire de la CPI sur la Palestine : encore trÃ¨s loin dâ??un procÃ¨s pour crimes de guerre

Description

Ali Abunimah â?? 17 janvier 2015 â?? The Electronic Intifada

Gaza aftermath, Gaza city, 21.9.2014

Lâ??initiative de la Cour pÃ©nale internationale est une premiÃ¨re, une petite, Ã©tape sur une longue route parsemÃ©e dâ??obstacles vers la justice pour les victimes palestiniennes des crimes de guerre israÃ©liens. (Anne Paq/ActivesStills)

La Cour pÃ©nale internationale de La Haye a ouvert un examen prÃ©liminaire sur la situation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupÃ©es.

Amnesty International a dÃ©clarÃ© que cette Ã©tape Â« pouvait finalement conduire Ã une enquÃªte de la CPI sur les crimes commis par toutes les parties en IsraÃ«l et dans les (territoires occupÃ©s), et rompre avec la culture de lâ??impunitÃ© qui a perpÃ©tuÃ© un cycle de crimes de guerre et de crimes contre lâ??humanitÃ© Â».

Un communiquÃ© de presse dâ??aujourdâ??hui de la CPI dÃ©clare que lâ??examen couvrira la pÃ©riode Ã partir du 13 juin 2014, ce qui inclut la plus grande agression dâ??IsraÃ«l de ces dix derniÃ¨res annÃ©es en Cisjordanie occupÃ©e, et son agression de lâ??Ã©tÃ© contre Gaza qui a tuÃ© plus de 2200 personnes.

Cependant, ceci nâ??est quâ??un tout petit pas en avant sur ce qui sera une trÃ¨s longue route parsemÃ©e dâ??obstacles vers la justice pour les victimes palestiniennes des violations du droit par IsraÃ«l.

La CPI dÃ©clare que le bureau du Procureur ouvre un examen prÃ©liminaire Â« en tant que question de politique et de pratique Â» quand il reÃ§oit une dÃ©claration pertinente dâ??un Ã?tat membre des Nations-Unies qui a adhÃ©rÃ© au Statut de Rome, traitÃ© fondateur de la Cour.

Ceci indique que lâ??examen prÃ©liminaire nâ??a pas Ã©tÃ© dÃ©cidÃ© Ã la discrÃ©tion de la procureure en chef, Fatou Bensouda, mais plutÃ´t comme une question de routine.

Le 2 janvier, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations-Unies, Ban Ki-moon, a acceptÃ© comme pertinent lâ??acte de lâ??AutoritÃ© palestinienne par lequel lâ?? Â« Ã?tat de Palestine Â» sâ??Ã©tait inscrit au Statut de Rome.

Pas de dÃ©lai

Selon la CPI, Â« un examen prÃ©liminaire nâ??est pas une enquÃªte mais un processus pour examiner lâ??information disponible afin de parvenir Ã une dÃ©cision Ã©clairÃ©e et exhaustive quâ??il existe ou non une base raisonnable pour poursuivre Â» avec une enquÃªte complÃ¨te.

Le communiquÃ© de presse note aussi quâ??il nâ??y a Â« aucun dÃ©lai de prÃ©vu au Statut de Rome pour une dÃ©cision sur un examen prÃ©liminaire Â».

Sur la base de lâ??examen prÃ©liminaire, le procureur est habilitÃ© Ã dÃ©cider sâ??il donne suite ou bien sâ??il Â« refuse dâ??ouvrir une enquÃªte Â».

Amnesty International, entre autres, a dÃ©jÃ recueilli une grande quantitÃ© de preuves indiquant quâ??IsraÃ«l a commis des crimes de guerre lâ??Ã©tÃ© dernier Ã Gaza.

Les Ã?tats-Unis en colÃ¨re

Bien que la CPI soit censÃ©e Ãªtre indÃ©pendante, la procureure Bensouda pourrait bien Ãªtre confrontÃ©e Ã des pressions pour ne pas ouvrir une enquÃªte sur les actions dâ??IsraÃ«l, en particulier de la part de lâ??Administration US du PrÃ©sident Barack Obama, qui a Å?uvrÃ© avec tÃ©nacitÃ© pour garantir lâ??impunitÃ© Ã IsraÃ«l.

Le DÃ©partement dâ??Ã?tat US a publiÃ© un communiquÃ© qui, mÃªme pour lâ??Administration Obama, se distingue par son hostilitÃ© pure Ã lâ??idÃ©e mÃªme de justice pour les Palestiniens. Il affirme que lâ??examen prÃ©liminaire de la CPI est Â« contre-productif pour la cause de la paix Â».

Â« Comme nous lâ??avons indiquÃ© Ã plusieurs reprises, nous ne croyons pas que la Palestine soit un Ã?tat et par consÃ©quent, nous ne croyons pas quâ??elle soit en droit de rejoindre la CPI, Â» dit le communiquÃ©.

Â« Câ??est une ironie tragique quâ??IsraÃ«l, qui a rÃ©sistÃ© Ã des milliers de roquettes terroristes tirÃ©es sur ses civils et ses quartiers, fasse maintenant lâ??objet dâ??un examen par la CPI, Â» ajoute le DÃ©partement dâ??Ã?tat, ne faisant aucune mention du fait quâ??IsraÃ«l a larguÃ© Ã peu prÃ¨s lâ??Ã©quivalent dâ??une bombe atomique sur Gaza lâ??Ã©tÃ© dernier, tuant et blessant des milliers de personnes et faisant plus de 100 000 sans-abri.

Le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res dâ??IsraÃ«l, Avigdor Lieberman, a rÃ©clamÃ© le dÃ©mantÃ¨lement complet de la CPI.

CrÃ©dibilitÃ©

La Cour souffre dÃ©jÃ dâ??un problÃ¨me de crÃ©dibilitÃ©. Elle a longtemps Ã©tÃ© critiquÃ©e pour se concentrer de faÃ§on disproportionnÃ©e sur lâ??Afrique pendant que des crimes prÃ©sumÃ©s qui Ã©taient commis dans dâ??autres pays Ã©taient ignorÃ©s.

Dans une analyse pour Â« The Electronic Intifada Â» dâ??aoÃ»t dernier, lâ??expert en droit international Michael Kearney soutient que la Palestine poserait Ã la Cour une sÃ©rie de dÃ©fis majeurs.

Â« La pression politique contre le bureau du Procureur est susceptible dâ??Ãªtre immense, Â» note Kearney, Â« et la mission dâ??affirmer et de conserver une indÃ©pendance de la poursuite est une chose Ã surveiller de trÃ¨s prÃ¨s Â».

NÃ©anmoins, Kearney voit lâ??Ã©ventualitÃ© que les Palestiniens pourraient finalement utiliser la Cour pour intenter des poursuites non seulement sur des incidents spÃ©cifiques tels que ceux qui ont pu se produire durant lâ??attaque contre Gaza, mais aussi sur la politique au niveau de lâ??Ã?tat, comme les colonies dâ??IsraÃ«l en Cisjordanie occupÃ©e et le crime dâ??apartheid.

Un autre risque est que lâ??AP continue Ã utiliser son adhÃ©sion Ã la CPI comme un Ã©lÃ©ment tactique nÃ©gociable et quâ??elle bloque ou retire sa procÃ©dure en Ã©change de la reprise du Â« processus de paix Â» moribond.

Mais Ã©tant donnÃ© lâ??impunitÃ© totale dont les politiciens et les chefs militaires israÃ©liens ont profitÃ© pour conquÃ©rir, dÃ©truire, coloniser et tuer Ã volontÃ©, de nombreux Palestiniens sont susceptibles de se rÃ©jouir de tout dÃ©veloppement, mÃªme modeste, qui pourrait finalement les aider Ã trouver la justice.

Source: The Electronic Intifada

Traduction : JPP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2015/01/22